

# Collectif des Centrafricains en France

Association déclarée loi 1901 - J.O N°152 du 30.06.1984

---

## « Compte rendu de la Rencontre de concertation de l'opposition démocratique de la diaspora centrafricaine tenue à Paris les 2 et 3 décembre 2006 »

---

Sur l'initiative du Collectif des Centrafricains en France (CCF), les représentants des partis politiques et des associations se reconnaissant dans l'opposition démocratique au régime au pouvoir en Centrafrique se sont réunis dans le cadre d'une Rencontre de concertation les 2 et 3 décembre 2006. Les travaux de cette Rencontre se sont déroulés en la salle de conférence de l'hôtel Campanile Paris 17<sup>ème</sup> et au Centre International de Séjour de Paris 12<sup>ème</sup>.

Etaient présents,

► **Au titre de délégués mandatés par leurs organisations :**

**Antoine Jérémie NAM-OUARA, Jean-Christophe AZOUNDANGA, Firmin N'GBENG-MOKOUE** (Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain) **Simon ALALENGBI, Gabriel GOLOUMO, Gaston-King MAHOUTOU** (Rassemblement Démocratique Centrafricain) **Sylvain DEMANGHO, Félix YANDIA** (Collectif des Centrafricains en France) **Léon OUANGANGO et Ruben NAMKOISSE** (Groupe Alternatif pour la Renaissance Centrafricaine)

► **Au titre de personnalités politiques**

**Martin ZIGUELE**, Ancien Premier-Ministre, Président national du MLPC

**Timothée AGUENE**, Ancien-Ministre, opposant politique,

**Clément BELIBANGA**, Ancien-Ministre

► **Se sont excusés :**

**Olivier GABIRAULT**, en sa qualité de Président de l'Alliance pour la Démocratie et le Progrès (ADP) a fait parvenir la position de son Parti à travers une déclaration rendue publique séance tenante ;

**Joseph BENDOUNGA**, en sa qualité de Président du Mouvement Démocratique pour la Renaissance et l'Evolution de Centrafrique (MDREC) n'a pu faire le déplacement de Bangui à Paris pour des problèmes de visa d'entrée en France. Cependant, il a fait parvenir une déclaration rendue publique séance tenante ;

**Christophe MBRE-MAÏDOU**, en sa qualité de Président de l'Alliance pour la Solidarité et le Développement (ASD) n'a pu être présent pour des raisons de santé ;

**Julien LAVODRAMA**, au nom du bureau de la Section Ile de France du Front Patriotique pour le Progrès (FPP) a fait parvenir un courrier informant de l'indisponibilité des militants mandatés à représenter le Parti aux travaux de la Rencontre.

Dans son propos d'ouverture, **Sylvain DEMANGHO**, Président du Collectif des Centrafricains en France, a remercié les partis politiques et associations qui ont répondu présent à travers leurs délégués à la Rencontre. Il a particulièrement salué et remercié le Premier-Ministre Martin ZIGUELE ainsi que les autres personnalités qui ont bien voulu prendre sur leurs précieux temps afin d'honorer de leur présence ces premières assises de l'opposition démocratique de la diaspora.

Après avoir rappelé le bien fondé et les objectifs de la Rencontre, le Président du CCF a tenu à souligner la nécessité de voir les débats se dérouler dans une atmosphère de respect mutuel, de fraternité empreinte de franchise, d'honnêteté et de sincérité. Il a invité les participants à n'éviter aucune question de fond et à aller au-delà des constats, des critiques par la formulation de propositions concrètes susceptibles de jeter les bases des actions à mener pour sortir le pays de l'impasse dans laquelle il est plongé.

## **I - INTERVENTIONS LIMINAIRES DES DIRIGEANTS ET REPRESENTANTS DES PARTIS POLITIQUES ET ASSOCIATIONS**

### **1- Déclaration de Martin ZIGUELE, Président du MLPC**

(Texte intégral transmis par l'intervenant)

Réunion de concertation des forces démocratiques centrafricaines

Pour contribuer au retour à la stabilité et à la légalité constitutionnelle dans notre pays, le MLPC avait consenti un sacrifice en reconnaissant les résultats des élections générales de 2005, malgré les nombreuses preuves d'irrégularités flagrantes en notre possession, dans le seul but de redonner une chance à notre pays de se relever.

Mais peu de temps seulement après ces consultations populaires, nous avons tous assistés au retour en force de la violence sous toutes ses formes : de véritables expéditions punitives ont été et sont toujours organisées par la garde personnelle du Général BOZIZE à l'encontre des populations civiles dans le Centre, le Nord-ouest et la Nord-est du pays, créant ainsi une situation de véritable terreur. Le scénario est toujours le même : on attaque des villages, on brûle les maisons et on tire à vue sur tout ce qui bouge, obligeant les habitants à se réfugier dans la brousse avec tous les risques que cela comporte ou à s'exiler. Ce cycle de violences sans précédent, dans lequel notre pays est entré depuis le coup d'Etat d'octobre 2002 menée par la rébellion dirigée à l'époque par le Général François BOZIZE, a pour principaux effets l'insécurité généralisée dont sont victimes les innocentes populations civiles, la complète désorganisation de l'économie nationale, et la constante détérioration des conditions de vie de nos populations.

C'est face à ce drame, que je vous confirme la position de notre parti, réaffirmée lors des assises de son dernier CPN, transformées en Congrès Extraordinaire, tenues à Bangui du 22 au 24 juin 2006, et selon laquelle les solutions aux problèmes de notre pays, quelles que soient leurs gravités, ne peuvent être envisagées que dans le cadre du dialogue et de la concertation en conformité avec la Constitution, les lois et règlements de la République.

En effet, la question qu'on est aujourd'hui en droit de se poser est de savoir jusqu'à quand nos populations seront-elles sacrifiées sur l'autel des luttes par les armes pour la conquête du pouvoir par les uns ou pour sa préservation par les autres ?

Par ailleurs, au moment où des affrontements armés se poursuivent un peu partout dans le pays, nous exprimons notre inquiétude sur le sort des populations civiles, suite à l'ordre intimé par le gouvernement aux organisations humanitaires de quitter ces régions.

Le MLPC forme le vœu de voir tous les participants à cette concertation se dépasser et taire leurs querelles afin d'orienter en priorité leur pensée vers l'avenir de la RCA.

Les principales préoccupations de tous devraient se résumer à ces deux interrogations :

1. Comment faire pour sortir notre pays de ce cycle infernal de violence ?
2. Comment redonner espoir au peuple centrafricain ?

Je vous remercie

Martin ZIGUELE  
Président du MLPC

## **2 - Déclaration de Olivier GABIRAULT, Président de l'ADP**

(Texte intégral transmis par l'intervenant)

DECLARATION N° 021/ADP/CEA  
(Alliance pour la Démocratie et le Progrès)  
Destinée à la Rencontre de Concertation de  
l'Opposition Démocratique et de la Diaspora  
(Paris 02 –3 décembre 2006)

L'Alliance pour la Démocratie et le Progrès (ADP) aurait bien voulu participer à la Rencontre de Concertation de l'Opposition Démocratique et de la Diaspora à laquelle elle a été invitée, mais pour des raisons de calendrier, n'a pas pu être présente à ce rendez-vous.

Tout en présentant ses excuses pour ce contretemps, elle adresse néanmoins à la Rencontre de Concertation sa contribution par la présente déclaration.

L'ADP se réjouit tout d'abord de l'initiative de la Rencontre de Concertation qui montre que de plus en plus des filles et fils de Centrafrique prennent conscience de son retard, des causes de ses incessantes souffrances et de l'image épouvantable qu'elle affiche d'une manière caractéristique dans le monde entier, image qui les discrédite directement ou indirectement.

Alors que la République Centrafricaine dispose de grandes valeurs morales, intellectuelles et regorge de richesses naturelles non encore entièrement identifiées, de surcroît non encore exploitées, ses propres enfants ont consciemment ou inconsciemment, à différents niveaux, créé en son sein, un environnement dont elle est aujourd'hui victime dans toutes ses composantes.

L'Alliance pour la Démocratie et le Progrès(ADP) estime pour cela qu'il est nécessaire, et même préalable que chaque Centrafricain reconnaisse sa part de faute dans cette responsabilité collective afin de mieux réfléchir, en toute honnêteté, en toute sérénité, sur les solutions durables à apporter pour sauver le pays.

L'Alliance pour la Démocratie et le Progrès(ADP) rappelle ci-après, un tableau partiel de cette responsabilité collective à tous les niveaux, en y ajoutant celle de la France :

## A) RESPONSABILITE COLLECTIVE

### Responsabilités des cadres et dirigeants

Comme la plupart des pays africains, la République Centrafricaine n'avait certes pas assez de cadres au moment de son accession à l'indépendance.

Mais elle avait néanmoins eu la chance d'avoir un leader exceptionnel dès le début, dont les actions, les idées ont tracé un chemin qu'il lui suffisait tout simplement de suivre pour son bonheur : il s'agit du regretté Barthélemy BOGANDA, Président Fondateur de la République Centrafricaine.

Malheureusement, les régimes qui se sont succédés la tête du pays après sa mort se sont détournés de ses idées, tout en se réclamant de lui pour tromper le peuple centrafricain. La génération intermédiaire entre les quelques cadres qui ont géré l'indépendance et celle actuelle ou à venir avait normalement la grande responsabilité de jouer un rôle déterminant de charnière pour l'avenir harmonieux de la République Centrafricaine.

Ce rôle n'a malheureusement pas été joué à cause d'une division regrettable parmi les fidèles compagnons du Président Barthélemy BOGANDA devant logiquement transmettre l'héritage de l'unité, de la dignité, du travail pour la construction de la jeune Nation à travers les cinq verbes édictés par celui-ci, tirés de la Bible, à savoir : instruire, soigner, loger, nourrir, vêtir.

Indépendamment des querelles de succession, s'est ajoutée une stratification sociale ayant succédé elle-même à une stratification coloniale.

Le grand travail d'unité, d'égalité des centrafricains mené par le défunt Président Barthélemy Boganda à travers le slogan « ZO KWE ZO » pour consolider la notion de Nation attachée jusque là à la simple possession coloniale n'a malheureusement pas été poursuivi. Il a été au contraire détruit par des considérations dont la responsabilité ne doit pas être perdue de vue si l'on veut réellement reconstruire la RCA.

Les dirigeants et cadres centrafricains des deux premières générations ont failli à un devoir fondamental qui consistait à maintenir l'unité nationale, premier mot de notre devise nationale et à suivre les grandes orientations de Barthélemy Boganda.

Ces orientations qui constituaient déjà à l'époque et constituent encore aujourd'hui un programme tout tracé, aurait incontestablement fait de notre pays un petit paradis par sa langue nationale commune, ses valeurs morales, intellectuelles, son éducation, ses cadres, ses forces militaires, sa force de production.

Notre pays dont quelques principales idées sont utilisées aujourd'hui sur le continent africain, avait déjà tout pour donner des leçons à d'autres, au lieu de faire honte aujourd'hui et être la risée de tout le monde.

Quelles que soient nos valeurs morales, intellectuelles intrinsèques, nous avons aujourd'hui honte de nous présenter à l'Etranger.

Il est vrai que la valeur des individus fait celle de leur pays, mais c'est la dignité de celui-ci qui la présente véritablement.

Nous nous étonnons souvent que les cadres centrafricains soient brillants ailleurs mais ne réussissent pas dans leur pays.

C'est justement à cause de l'environnement que nous avons tous créé, fait d'absence de civisme, de patriotisme, de responsabilité.

Nous avons failli à notre mission d'encadrement de la population, avons oublié, abandonné celle-ci pour des intérêts égoïstes en nous engageant derrière des régimes politiques aux objectifs contraires à sa cohésion, son épanouissement conformément au programme du Président Barthélemy Boganda.

Notre imagination a été plus fertile pour détruire à tous les niveaux (gouvernement, administration civile et militaire, population) que pour construire, en créant consciemment ou inconsciemment une culture d'incivisme, de division, d'exclusion, de tribalisme, de régionalisme, de clientélisme, de haine gratuite, de mensonge, d'intrigues, et surtout de délation, utilisée comme un puissant moyen d'ascension sociale.

L'absence totale de civisme, de patriotisme, du sens de l'Etat, à tous les niveaux, ne nous a pas permis de nous soucier de la destruction du pays, du sort de sa population qui croupit depuis des décennies sous le poids d'une misère indescriptible.

Nous avons été plus ingénieux pour nuire aux intérêts de l'Etat, à ceux de nos compatriotes, à les combattre le plus souvent gratuitement par tous les moyens pour les neutraliser, les anéantir socialement, économiquement, politiquement, parfois par simple plaisir de voir souffrir, d'effacer des noms et de se réjouir en vantant une certaine capacité de nuisance.

Alors qu'aucun pays ne peut se contenter d'une économie détenue, contrôlée entièrement par des Etrangers, nous avons par jalousie, haine, hypocrisie, absence de volonté politique, blocages de tous genres, empêché la promotion des opérateurs économiques nationaux, ainsi que l'émergence de l'expertise nationale.

Nous avons fait de la politique un moyen d'enrichissement illicite, rapide, d'appauvrissement des autres compatriotes qui n'ont pas notre vision, et surtout une chasse gardée avec des règles immuables.

Nous avons entretenu une économie souterraine et informelle qui échappe totalement au contrôle de l'Etat, au profit de la mafia étrangère, créant une méfiance préjudiciable des milieux internationaux et des investisseurs.

Nous avons compté sur l'Extérieur pour garantir notre pouvoir en marginalisant d'une manière arrogante la volonté populaire ;

Alors que des cadres de valeur ne manquent pas dans le pays, nous avons noyé les différentes structures nationale avec la médiocrité, par purs tribalisme et clientélisme, ce qui a naturellement eu pour conséquence la démotivation, le désintérêt général tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Nous nous sommes d'une manière générale détournés des objectifs de construction du pays en nous entredéchirant pour des postes de responsabilité et en nous contentant de la consolation de sombres carriéristes politiques, spécialisés dans la flatterie ainsi que la louange de tout régime au pouvoir.

### Responsabilité des partis politiques

La division, la désorientation, le maintien de la population dans l'ignorance, par l'intoxication, la désinformation, la délation à des fins politiques ont été surtout l'œuvre des partis politiques, formés d'abord sur des bases familiales, tribales, régionales.

Dans ces conditions, les débats sur les grandes questions nationales sont souvent ramenés à des considérations tribales, régionales ou de groupes avec de multiples conséquences qui génèrent des crises à répétition, préjudiciables à la cohésion nationale et au développement du pays.

L'esprit de parti ainsi créé n'a pas conduit les dirigeants à la tête du pays pour le bien être de la population dans son ensemble, car caractérisé par :

- Le favoritisme, le régionalisme, le tribalisme, source de frustration ;
- La concentration du pouvoir entre les mains d'un individu ou d'un groupe d'hommes au détriment des institutions nationales reconnues ;
- La mafia politico-économique au sommet de l'Etat ;
- L'insécurité des personnes et des biens due à la politisation des forces de défense et de sécurité au service d'un individu ou groupe d'individus plutôt qu'au service de la Nation ;
- Le clientélisme politique, l'égoïsme d'une classe politique en quête permanente de gain facile, et de positionnement ;
- L'impunité des crimes de tout genre qui installe la loi de la jungle, où les lois du pays ne pèsent que sur les faibles sans « protection » :

Bref, la liste est longue, mais pénible.

Les partis politiques ont brisé l'unité nationale, sacrifié l'intérêt national pour des intérêts égoïstes, avec des guerres internes de succession pour ces seules raisons.

Non seulement les créateurs de ces partis n'ont pas souvent le sens de l'Etat, mais les militants ne sont généralement pas formés dans ce sens afin d'accepter l'alternance à différents niveaux, faire preuve d'amour, d'acceptation, de tolérance des autres, considérés à tort comme des ennemis.

Les partis politiques centrafricains, sont pour la plupart créés et utilisés par de nombreux opportunistes comme une rente, un fond de commerce qui passe d'un régime politique à un autre, sans complexe, pour des intérêts purement personnels.

La politique devient dans ces conditions un cirque et leurs dirigeants n'inspirent nullement confiance à la population surtout que ceux-ci disent tout et le contraire en même temps, se caractérisent par des voltes face déroutants, troublants.

Elle se pratique contre l'évolution morale de la population dont l'absence d'éducation et l'ignorance deviennent des atouts importants pour une catégorie d'acteurs dépourvus du sens de l'intérêt national.

En clair les partis politiques ont une grande responsabilité dans la destruction du pays, de la société centrafricaine caractérisée désormais par l'hypocrisie, la délation, le mensonge, la fourberie, la division, la violence etc....

Le plus grand drame dans tout ce qui précède est que le Centrafricain, depuis la rue jusqu'au sommet de l'Etat, reconnaît cette situation, en est conscient, et s'en plaint tous les jours sans dire qui en est responsable et surtout quand et comment envisager des solutions pour la faire cesser, même progressivement.

Le danger d'une telle attitude est que la situation devient finalement normale, entre dans la culture centrafricaine, se transmet à la jeunesse, autrement dit à la génération future pour se perpétuer comme une tradition, une spécialité : LA DESTRUCTION NATIONALE

### Responsabilité de la jeunesse

Si la jeunesse a fait preuve d'un grand courage et de sacrifice à un moment donné pour libérer le pays du joug de la dictature, elle n'a pas su prendre conscience de sa force afin de demeurer un garde-fou nécessaire pour éviter d'autres dérives.

Les jeunes dynamiques, formés, sortis de l'Université avec des intentions, des idées constructives pour changer, deviennent malheureusement, une fois entrés dans la vie active, des cadres zélés des mêmes politiques qui enlisent le pays, après avoir été transformés par de sombres fonctionnaires carriéristes, attachés à des hommes politiques inciviques.

Ils basculent d'un régime politique à un autre, sont actifs dans des campagnes électorales malsaines et indignes qui ne font qu'enfoncer davantage la population dans l'ignorance, la misère, au lieu de l'éduquer à connaître ses droits politiques, économiques, sociaux.

Les conséquences malheureuses des mauvaises politiques pratiquées qui ne prennent même pas en compte les préoccupations quotidiennes des jeunes, enferment ceux-ci dans des crises multidimensionnelles, contre lesquelles leur propre lutte est divisée par l'illusion d'une journée.

### 4- Responsabilité des confessions religieuses

En dehors de l'Eglise catholique dont les prises de position face aux graves souffrances de la population sont souvent assez claires et courageuses, les autres confessions religieuses ont toujours observé une attitude de neutralité nébuleuse, d'ambiguïté et même de complicité.

La neutralité de l'Eglise comme institution à l'égard de la politique peut se comprendre. Mais son silence face aux souffrances, aux convulsions où se débattent désespérément des hommes et des femmes, contraires à la parole de Dieu, est inexplicable par rapport à sa mission évangélique.

La conception de neutralité des chrétiens longtemps observée notamment par l'Eglise protestante centrafricaine et aujourd'hui par celle du Réveil, a été préjudiciable, dangereuse, car signifiant clairement que ceux-ci, pourtant disciples de Jésus, devant pratiquer l'amour, la paix, la justice, la tolérance, n'ont qu'à croiser les bras, demeurer de simples témoins désintéressés, impassibles des souffrances incessantes de leurs semblables.

Cette passivité qui est d'ailleurs contraire à l'esprit de l'évangile, a été exploitée justement pendant des décennies par la politique, considérée curieusement dans ces conditions comme un domaine réservé à une autre catégorie de personnes, c'est à dire des païens, en d'autres termes, ceux qui n'ont pas la crainte de Dieu.

L'Eglise a même ainsi oublié qu'un homme sans Dieu est un homme violent. Même instruit, il n'est qu'un sauvage instruit.

Dans cette situation, alors que c'est l'esprit évangélique qui aurait dû maintenir, guider les chrétiens, c'est au contraire celui de division imposée par la politique qui a finalement gagné l'Eglise en Centrafrique ainsi que les chrétiens, devenus aussi nocifs que les païens.

#### 5- Responsabilité de la population

La population est à la fois victime et indirectement responsable de la sombre politique du pays.

Bien que pataugeant dans la misère depuis plusieurs décennies, elle ne tire aucune leçon du passé et de son propre sort.

Tout en souffrant et en se plaignant des conséquences de sa propre passivité, de sa naïveté, de son propre choix qu'elle regrette souvent très rapidement, celle-ci refait toujours les mêmes erreurs, enfermée certes dans un cycle infernal de misère dont elle ne sait comment sortir, mais disposant néanmoins d'une grande lucidité.

Les valeurs traditionnelles de la société centrafricaine ont volé en éclats en son sein et le respect élémentaire du plus âgé, du vieillard y a également disparu.

L'incivisme a atteint au sein de la population centrafricaine un niveau indescriptible du fait que l'Etat est perçu comme une structure qui ne concerne personne. C'est ainsi qu'il n'est pas rare de voler par exemple des tôles, des portes d'écoles, des bancs de classes, sans que l'on se demande dans quelles conditions les enfants doivent apprendre.

Se cachant derrière la déception ressentie de la part des hommes politiques qui ne lui inspirent plus confiance, elle s'illustre également de plus en plus par une grande escroquerie, une fourberie à l'occasion des élections.

Il convient de noter que le contexte de misère prononcée et l'absence totale de civisme y ont généré un danger redoutable qui est le non respect de l'autorité.

#### 6- Responsabilité des hommes en tenue

Toute la situation générale décrite ci-dessus et l'environnement caractériel de la République Centrafricaine ont naturellement offert un champ libre à la force, à l'arbitraire qui y a pris goût, et utilise tous les moyens pour se maintenir et dominer un peuple sans vision ni intérêts communs, divisé, désorienté, n'ayant que les yeux pour pleurer son sort.

#### 7- Responsabilité de la France ou interventionnisme français

Les peuples français et centrafricain ont de profonds liens historiques, culturels et d'amitié.

Ces liens doivent être gérés dans l'intérêt des deux peuples avec tout le discernement nécessaire en tenant compte de l'évolution des époques , des hommes et des méthodes.

La France dispose de tous les moyens pour aider la République Centrafricaine si elle désire réellement appuyer son développement harmonieux et assurer son bonheur. Elle doit discerner l'intérêt du peuple qui croupit désespérément depuis des décennies sous le poids d'une misère galopante de celui des dirigeants du pays, surtout que la mauvaise et dangereuse gestion de ceux-ci fait l'objet de controverse nécessitant un dialogue entre les nationaux pour la sauvegarde de la paix et de l'unité nationale.

La France ne peut pas à la fois prôner la démocratie, la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme, la tolérance, le dialogue pour cautionner en même temps par un silence une dictature dangereuse, source de frustrations ainsi que toutes les crises, et surtout intervenir militairement par des bombardements meurtriers pour aggraver les souffrances des populations civiles déjà suffisamment misérables, incapables de se dégager des zones d'hostilités et devenues des victimes expiatoires d'une situation qu'elles ne comprennent pas.

Le recours systématique et de tout temps à la force par des dirigeants centrafricains contre la population, de même que la garantie automatique de l'interventionnisme de la France ne sont nullement de nature à assurer une paix durable nécessaire à la reconstruction de la République Centrafricaine surtout que les crises à répétition que celle-ci connaît ont essentiellement pour cause la mauvaise gouvernance.

Le danger des frustrations montantes de cette situation devrait être clairement compris par la France car les liens entre les deux peuples doivent demeurer au-delà des hommes et des périodes.

La France doit par contre user de tout son poids pour amener les parties en conflit au dialogue, dans l'intérêt de la paix et de l'unité de la République Centrafricaine.

## B- RECHERCHE DE SOLUTION A LA CRISE CENTRAFRICAINE

Le tableau présenté sommairement ci-dessus permet non seulement d'établir différentes responsabilités par rapport à la situation dramatique, chronique de la République Centrafricaine, mais justifie pleinement ses crises à répétition dont celle en cours.

En effet, la crise que connaît actuellement la RCA sur le plan social, économique, sécuritaire, aggravée désormais par des affrontements dus à la présence d'une rébellion armée, a essentiellement pour origine la mauvaise gouvernance faite d'exclusion, de marginalisation, de division, de haine politique, d'arrogance, de violences tant physiques que verbales, d'intolérance, de pillage du pays, de corruption, d'injustice sociale etc... Bref une politique qui a dangereusement échoué.

Comme l'ADP l'a affirmé à maintes reprises dans ses nombreuses déclarations à ce sujet, la seule et meilleure solution à cette crise est le dialogue, pour rechercher sans passion, sans déchirement, et de manière durable, les remèdes appropriés à l'ensemble des graves et profonds problèmes auxquels le pays est confronté.

La crise actuelle est non seulement grave, mais menace l'unité nationale, la paix , l'avenir, la survie du peuple centrafricain.

L'ADP estime pour cela que ni le pouvoir, ni l'opposition Démocratique, ni la rébellion armée ne doit la régler à son niveau, et surtout à sa manière.

L'option militaire, quelle que soit sa victoire sur le terrain, n'a jamais réglé définitivement une crise, car la violence entraîne la violence dans une spirale descendante de destruction avec des conséquences difficiles à réparer.

Notre pays dans lequel la paix est fragile, où la réconciliation n'a pas été consolidée, dont l'économie est inexistante et la misère galopante, n'a aucun intérêt à ajouter un chaos à un autre déjà présent.

L'Opposition Démocratique Centrafricaine dont la sagesse, le caractère constructif est reconnu par la communauté nationale et internationale, doit, au-delà des causes véritables de la crise qui secoue le pays, se mobiliser pour la tenue d'un dialogue, afin de faire préserver l'unité nationale, ramener la paix, et proposer des solutions durables pour la République Centrafricaine.

Cette mobilisation doit se faire dans un cadre de concertation tenant compte des objectifs précis pour l'intérêt supérieur du pays à sauver. Cette concertation doit surtout éviter tout calcul ou recherche d'intérêts égoïstes, souvent à l'origine de la division des partis politiques de l'opposition, prompts à se réunir à l'occasion des crises mais incapables de demeurer ensemble pour un combat jusqu'au bout dans l'intérêt supérieur de la République Centrafricaine.

La crédibilité, la sincérité et l'efficacité de l'Opposition dépendront avant tout de son sens du devoir national, de patriotisme, de large rassemblement et surtout de l'unité en son sein pour les nobles objectifs à défendre dans l'intérêt supérieur du pays. Pour cela, elle doit tirer les leçons du passé en évitant tout ce qui peut directement ou indirectement l'écarter de la grande mission de reconstruction nationale.

L'ADP estime par ailleurs que la gravité de la situation de notre pays exige une prise de conscience générale des Centrafricains tant à l'intérieur qu'à l'extérieur par le biais d'une concertation coordonnée et réitère sur ce point ses encouragements au Collectif des Centrafricains de France, au GARC ainsi qu'aux autres associations pour le sens de la patrie qui anime leurs actions.

Elle pense que seul un tel réveil coordonné pourrait véritablement présenter le sort exact de la République Centrafricaine à la communauté nationale et internationale en vue de la recherche d'une solution durable pour le développement harmonieux de notre pays.

Attachée à la paix, à l'unité nationale, et à la démocratie, l'Alliance pour la Démocratie et le Progrès (ADP) pourrait, même si elle n'est pas présente à la rencontre de Paris, souscrire à toute action qui va dans le sens de ces principes pour l'intérêt supérieur de la République Centrafricaine.

Le Président National du Comité Ad Hoc  
Olivier GABIRAULT

### **3 - Déclaration de Joseph BENDOUNGA, président du MDREC**

(Texte intégral transmis par l'intervenant)

Rencontre de Concertation de l'Opposition Démocratique de la Diaspora Centrafricaine organisée par le Collectif des Centrafricains en France (C.C.F) à Paris du 02 au 03 décembre 2006.

Intervention du Démocrate Joseph BENDOUNGA, Président du M.D.R.E.C empêché par Monsieur Alain GIRMA, Ambassadeur de France à Bangui de prendre part aux assises de la première Rencontre de Concertation de l'Opposition Démocratique de la Diaspora en France lue par le Démocrate Aboubakar SAMORY.

Monsieur le Président du CCF,

Mesdames et Messieurs les membres du bureau du CCF,

Mesdames et Messieurs les membres des Partis Politiques de l'Opposition, Chers concitoyens bonjour !

Avec votre permission levons-nous pour observer une minute de silence à la mémoire de tous nos compatriotes victimes des événements douloureux qui secouent le BEAFRICA notre pays ! Merci.

Avant de vous livrer le contenu de mon message, permettez-moi d'abord d'adresser mes vives et sincères félicitations à notre association, le Collectif des Centrafricains en France (CCF) pour l'heureuse et la bienveillante initiative qu'elle a prise en organisant la première Rencontre de Concertation de l'Opposition Démocratique de la Diaspora Centrafricaine en France au moment précis où notre pays, la terre que nos ancêtres nous ont léguée en héritage devient le théâtre d'affrontement armé entre : l'armée française à grand renfort de chasseurs bombardiers mirages F 1, les forces armées centrafricaines (FACA), la garde prétorienne du général François BOZIZE communément appelés bérets verts, l'armée tchadienne et des soldats congolais, gabonais de la FOMUC avec les rebelles qui ont occupé le Nord de notre pays.

L'internalisation de la crise centrafricano-centrafricaine voulue et orchestrée par le Général François BOZIZE, ses parrains et soutiens à savoir : les autorités politiques françaises, les différents réseaux mafieux africains et occidentaux, le syndicat des chefs des états de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC) rappelle à notre peuple la triste et sombre période coloniale où nos parents furent les victimes expiatoires des auxiliaires de l'administration ainsi que de l'armée des colons qui asservissaient et tuaient leurs propres frères sous l'œil vigilant du chef blanc.

Cette énième crise tire ses origines dans : les multiples et graves violations des droits de l'homme, mauvaise gouvernance, le pillage de nos richesses et la politique d'exclusion dont le régime du général François BOZIZE a fait montre. Comme dit l'adage : « les mêmes causes produisent les mêmes effets », cette crise militaro-politique, conséquence logique et à long terme pourtant prévisible du putsch du 15 mars 2003 dont tous les partis politiques ici présents furent les co-auteurs. Ces tristes réalités donnent raison au Mouvement Démocratique pour la Renaissance et l'Evolution de Centrafrique qui les avait prévenus.

Les leaders tant de la société civile que des partis politiques centrafricains ont la triste réputation de réitérer les mêmes erreurs chaque fois qu'un régime civil dirige notre pays. Il vous souviendra que de 1979 à 1981, cette même classe, ces mêmes hommes politiques avaient rendu le pays ingouvernable au président David DACKO avec le risque d'une guerre civile. Grâce à sa sagesse, le président David DACKO démissionna et le Centrafrique évita de justesse le pire.

Le régime du Général André KOLINGBA qui dans ses débuts avait fait de bonnes choses est malheureusement victime du même phénomène qui cette fois-ci portera le nom de coup d'Etat radiophonique du 03 mars 1981 et dont les auteurs sont ceux qui aujourd'hui exercent la plénitude de leurs arts macabres pour faire du BEAFRICA un pays de larme, une République de Somalie en pleine Afrique Centrale. Une fois encore au prix d'une lutte âpre et longue, les démocrates centrafricains ont infligé une cuisante défaite au régime du Général André KOLINGBA au premier tour des élections groupées de 1993.

Le MLPC au lieu de prendre en compte les véritables attentes du peuple centrafricain et éviter les pièges de ses adversaires, malheureusement, il entrera dans leur jeu et brûlera tout le crédit et l'espoir que notre peuple a placé au président Ange Félix PATASSE.

Le M.D.R.E.C ne dit pas ces choses dans le but de porter préjudice à qui que ce soit. Il le fait à titre de rappel et pour restaurer la vérité afin de permettre à ces assises d'atteindre l'objectif que le CCF s'est fixé. Nous ne cherchons pas à outrager nos Frères du RDC et le MLPC, du FPP ou des autres partis qui se battent avec nous dans l'opposition.

Comme il n'y jamais deux sans trois, le phénomène cyclique revint dès les 16 avril, 16 mai et 23 septembre 1996 sous forme de rébellions qui n'étaient rien d'autres que des coups d'Etats déguisés, voulus et soutenus par tous les Partis Politiques. Ensuite, les 28 mai, 03 septembre 2001, 25 octobre 2002 et 15 mars 2003 les bandes à KOLINGBA et à BOZIZE ont fait au président PATASSE, les mêmes coups qu'ils avaient fait à ses prédécesseurs David DACKO et André KOLINGBA. Le président David DACKO pour se venger de PATASSE jurait par tous les saints qu'il doit démissionner comme il l'avait fait en 1981 sous sa pression.

Le champion toute catégorie, putschiste invétéré et candidat malheureux aux élections générales de 1993, le général François BOZIZE dont le premier exploit remonte au 03 mars 1982 atteindra son objectif, le 15 mars 2003 grâce au concours de la France, des milieux mafieux tant français qu'africains et du syndicat des chefs d'Etats de la CEMAC constitué d'Omar BONGO du Gabon, Idriss DEBY du Tchad et Denis SASSOU-NGUESSO du Congo Brazzaville.

L'opposition centrafricaine rendue folle par la volonté du président PATASSE à briguer un troisième mandat présidentiel a agit avec légèreté sous la direction de Monsieur Abel GOUMBA, président du FPP en s'alliant naïvement avec le général François BOZIZE qu'ils connaissent mal. Séduits par ce grand manipulateur, gourou de la secte christianisme céleste, général de son état qui leur offrait un raccourci pour le pouvoir sous la forme d'une transition à la fin de laquelle il ne présentera pas sa candidature, les partis politiques qui croyaient prendre leur revanche sur le M.L.P.C et son président Ange Félix PATASSE, ce groupe de partis s'est fait avoir. Aujourd'hui, le général BOZIZE, fort de ce soutien qui a légitimé son putsch et comme tout ingrat, se sert de la société civile pour combattre et affaiblir les partis politiques qui sont réduits à de simples figurants sur l'échiquier politique national. Le général président François BOZIZE règne sur notre pays par la menace, la terreur et les intimidations.

Une fois encore, voici le Centrafrique dans la tourmente un mois seulement après le 11 juillet 2005, date de prestation de serment du général François.

Aujourd'hui, une fois de plus, les démocrates reprennent la lutte pour libérer le Centrafrique des griffes de cet autre dictateur qui contrairement à ses prédécesseurs est un pilleur, un farouche assassin doublé d'un manipulateur très intelligent, dont les soutiens indéfectibles de la France et des réseaux mafieux français et africains ont décuplé les capacités destructives et de pillages des richesses nationale.

La crise au Darfour, celle à l'est du Tchad, l'implication directe de la France dans les combats aux côtés des gardes prétorienne d'Idriss DEBY et de François BOZIZE contre les rebelles tchadiens et centrafricains ne présage pas d'un avenir meilleur pour notre pays. Le risque de conflit poste électoral au Congo Démocratique fait planer sur notre pays de grandes menaces qui risquent de le placer notre dans une grande tourmente.

Cet interventionnisme à outrance des autorités politiques françaises et du syndicat des chefs des états de la CEMAC dans les affaires internes du Centrafrique complique dangereusement la lute des démocrates centrafricains en vue d'une alternance démocratique. L'engagement armé de la Libye aux côtés des troupes françaises en appui à la garde prétorienne d'Idriss DEBY, ainsi que la visite du Premier Ministre français Dominique de VILLEPIN mettent en exergue la complexité et l'irrationalité de la politique française en Afrique francophone quarante huit ans après les indépendances.

Nous devrions engager dès maintenant la véritable lutte pour notre indépendance. Cette lutte selon le M.D.R.E.C n'est pas une lutte armée, mais celle qui utilise des moyens légaux et pacifiques, car la violence n'arrange jamais les choses. Nous devrions tenir compte des moyens énormes dont disposent nos adversaires.

Aujourd'hui, les autorités politiques françaises, le syndicat des chefs des états de la CEMAC et tous les milieux mafieux ont repris leurs salles besoins qui consiste à mettre au pouvoir et à soutenir le général François BOZIZE, le dirigeant d'un régime faible et incompétent qu'ils peuvent manipuler à leur guise. Pour ce qui est des causes, des victimes et des auteurs, le M.D.R.E.C dans ses multiples communiqués et prises de position rendus publiques avait suffisamment informé et édifié l'opinion tant nationale qu'internationale.

Notre intervention de ce jour sera focalisée sur notre diaspora, sa place dans la lutte, les soutiens et les actions multiformes qu'elle doit mener et apporter aux associations et partis politiques engagés pour la restauration d'une véritable démocratie et d'une paix durable conditions sine qua non d'un développement réel et durable. La diaspora doit mener une véritable campagne de lobbying auprès des autorités politiques françaises et européennes ainsi que des opinions publiques de ces pays afin qu'elles comprennent ce qui se passe en Centrafrique.

En dehors de toute déclaration théorique, politicienne et démagogique : nous devrions dès aujourd'hui créer les conditions d'une alternance démocratique fondées sur un engagement politique sans faille de tous ceux qui veulent doter notre pays d'un régime démocratique.

Nos sœurs et frères qui ont choisi de vivre loin de notre patrie parce qu'ils l'ont voulu, ou ils sont allés étudier ou bien qu'ils seraient contraints à l'exile à cause de la mauvaise politique des différents régimes qui ont présidé à la destinée du Centrafrique depuis l'indépendance à nos jours et ceux qui sont nés l'étranger, dont le sang de nos ancêtres coule dans leurs veines doivent se sentir concernés par ce qui se passe aujourd'hui dans notre pays. Qu'ils n'oublient pas leurs pays d'origine.

Le M.D.R.E.C salue nos sœurs et nos frères de la diaspora qui sont les véritables ambassadeurs du BEAFRICA dans le pays qu'ils habitent. La diaspora est appelé à jouer un rôle très important dans l'immense et dure tâche de reconstruction nationale. Notre souhait est de la voir agir en faveur de notre pays comme certaines diasporas (juive, malienne etc.)

La première rencontre de concertation de l'opposition démocratique de la diaspora centrafricaine en France est la manifestation de l'amour et de l'intérêt que porte la diaspora à notre pays. Cette heureuse et louable initiative doit jeter les bases de ce qui sera pour les prochaines consultations électorales une véritable machine de conquête du pouvoir de l'Etat dans notre pays.

Pour jouer ce rôle notre diaspora doit disposer de moyens humains, matériels et financiers qui lui permettront d'être le catalyseur voire son implication directe chaque fois qu'elle le jugera nécessaire. Sans nous voiler la face, l'argent reste le nerf de la guerre et la fin justifie les moyens. L'engagement de la diaspora aux côtés de l'opposition sera salutaire. Aujourd'hui comme par le passé, les associations et les partis politiques de notre pays n'ont pas les moyens pour conduire la lutte politique. Cet handicap crève les yeux lors des campagnes électorales qui sont transformées en combat de David et Goliath. Le régime au pouvoir dispose de l'administration et des finances de l'Etat tant dis que l'opposition démunie comme une orpheline abandonnée à son triste sort se débrouille avec les moyens de bord.

Voilà chers compatriotes, le message que le M.D.R.E.C tenait à vous livrer. J'ose espérer que notre modeste contribution aux assises de cette première rencontre de concertation de l'opposition démocratique de la diaspora centrafricaine en France ajoutée à celles de toutes les entités ici présentes nous permettrons de déblayer le chemin et de jeter.

Empêché de prendre part à ses assises par Monsieur Alain GIRMA, ambassadeur de France à Bangui, je suis avec vous en esprit. L'esprit de nos ancêtres doit guider vos travaux car la souffrance de nos compatriotes, surtout celles des populations du Nord doivent rester dans l'esprit de chacun de vous.

Je souhaite plein succès aux travaux de la Première Rencontre de Concertation de l'Opposition Démocratique de la Diaspora Centrafricaine en France.

Je vous remercie.

Joseph BENDOUNGA,  
Président du M.D.R.E.C

#### **4 - Déclaration de Simon ALALENGBI, président de la Fédération France-Europe du RDC**

(Texte intégral transmis par l'intervenant)

Déclaration à la concertation des partis politiques et association d'opposition 2 au 3 Décembre 2006

Mesdames,  
Messieurs,  
Chers compatriotes

Bonjour !

Le Rassemblement Démocratique Centrafricain, par l'intermédiaire de sa représentation en Europe, est heureux d'être parmi vous aujourd'hui pour qu'ensemble, nous puissions débattre, échanger, partager, rapprocher nos points de vue dans l'optique d'une stratégie commune ayant pour objectif principal, celui de faire triompher la démocratie en République centrafricaine.

Nous appartenons à des associations diverses qui, par delà les particularismes idéologiques, sont venues, avec en commun, la fierté d'être d'abord filles et fils de ce pays.

Nous sommes aussi venus avec en commun la volonté, non pas seulement de réfléchir, mais de définir une stratégie commune et des actions visant au rétablissement Et à la consolidation de la paix en Centrafrique.

Chers compatriotes, nous avons ici même un triptyque de valeurs communes :

- 1- Celle de refuser la résignation ;
- 2- Celle de faire barrage à la dictature et aux prédateurs ;
- 3- Celle de remettre le pouvoir entre les mains du peuple centrafricain.

Nous refusons la résignation parce que nous sommes convaincus que vous et nous avons, en nous-mêmes, la force de lutter et de gagner.

Nous gagnerons à la seule condition, les enseignements du passé sont là pour nous édifier, d'articuler ce processus unitaire sur des piliers que sont la sincérité, l'esprit d'équipe et du travail en commun, l'humilité, la disponibilité, l'esprit de confiance, le sens de l'intérêt collectif plutôt que l'égoïsme qui a souvent prévalu chez certains.

Nous refusons la résignation parce que le peuple centrafricain ne pourra jamais nous pardonner ce qui peut être considéré comme une démission devant notre rôle d'organisations d'avant-garde.

Nous attendons de ce rendez-vous un seul mot d'ordre : le changement de méthode d'action.

1. Exit les doléances molles, formelles et inefficaces alors qu'en face le Président Bozizé brille par sa surdité et son entêtement.
2. Exit les attitudes passives. Tout se passant exactement comme si nous avions épuisé tous ces panels de méthodes d'actions politiques dont peuvent disposer des organisations politiques d'opposition.

Passons de cette résistance passive à une résistance active avec l'ensemble des outils démocratiques de lutte possibles.

Nous désignons Monsieur Bozizé comme le principal responsable des crises multiformes qui envahissent notre pays.

Comment ne pas le désigner comme responsable quand il refuse d'exécuter les recommandations du Dialogue national concernant la réconciliation nationale ?

Comment ne pas le considérer comme premier responsable désigné quand il s'obstine à ne pas exécuter les recommandations du Dialogue national concernant les domaines politiques et institutionnels ?

C'est de l'ensemble des instruments mis en place par les forces vives de la nation dont il est question.

Nous partons du principe que la République commence par la démocratie, la vraie démocratie. Ce qui signifie que sans la démocratie, il n'y a pas de République. Ce qui signifie que lorsque les valeurs démocratiques sont bafouées, les fondements de la République sont, de facto, mis en danger.

Toutes les tensions que nous vivons en ce moment sont la conséquence directe de l'échec de la démocratie dans notre pays.

Nous voulons, à partir d'aujourd'hui opposer un NON énergique à la politique de Monsieur BOZIZE.

Nous voulons lui faire comprendre que nous refusons la précarité.

Nous voulons lui faire comprendre que nous voulons, pour notre peuple une politique de vie et non de survie.

Nous voulons lui faire comprendre que nous refusons cette politique sur fond de médiocrité qui méprise les forces vives de la nation en essayant tous les jours de les dresser les uns contre les autres en exposant ainsi le pays à des risques de guerres fratricides et de défragmentation de la nation centrafricaine.

Nous voulons lui faire comprendre que nous refusons cette politique qui vise à éliminer les principaux leaders des partis politiques d'opposition et à porter atteinte à l'un des piliers de la démocratie qu'est la liberté d'opinion. C'est le cas de plusieurs séries de tentatives d'assassinat du Général André Kolingba, président du RDC. C'est récemment le cas de Martin Ziguélé, leader du MLPC, sauvé de justesse à l'aéroport de Bangui. Les autres ne sont en rien épargnés.

La sécurité, l'unité de la nation, la démocratie sont les principales missions constitutionnelles du chef de l'Etat : il leur a pourtant tourné le dos. Voyez-vous en quoi il est autrement utile à la tête de ce pays ?

Les Centrafricains veulent la justice, ils veulent d'un Etat de droit, ils veulent simplement vivre ensemble et partager toutes les richesses nationales. La communauté internationale ne doit pas ignorer cela, car elle doit être là pour les peuples, et non pas pour les régimes en place.

L'histoire nous a montré qu'à chaque fois que les Centrafricains de la diaspora décident de s'organiser, les conséquences ont directement ou indirectement été fatales pour les régimes dictatoriaux en place.

C'est pour cette raison que la représentation du RDC en Europe salue cette initiative.

Dans l'hypothèse d'un consensus, la représentation du RDC en Europe, en harmonie avec les actions unitaires conduites par le parti au plan national, mettra toutes ses énergies au service de la réussite de cette aventure.

Nous sommes conscients que la victoire s'articule autour de deux conditions essentielles dans lesquelles s'inscrivent deux canevas d'action :

1- Il nous faut dynamiser les pressions populaires selon des modalités à définir, dont la redynamisation de l'opposition parlementaire et démocratique.

Il nous faut une réflexion approfondie sur notre capacité à agir sur la communauté internationale.

L'objectif principal étant de faire plier Monsieur Bozizé et de le conduire au dialogue comme l'a toujours réclamé l'UFVN.

Et si, tant faire se peut, l'amener à rendre le pouvoir au peuple centrafricain.

Le Rassemblement Démocratique Centrafricain remercie le Collectif des Centrafricains de France pour ses initiatives, et salue fraternellement la présence parmi nous des leaders nationaux de passage en France.

Bons succès à ces assises.

## **5 - Déclaration de Léon OUANGANGO, Cofondateur et représentant du GARC**

(Résumé des propos tenus par l'intervenant)

Au nom du GARC, Maître Léon OUANGANGO a rappelé que la tenue de ces premières assises de l'opposition démocratique répondait au souhait exprimé par le GARC dans son dernier communiqué de presse rendu public le 19 septembre 2006. Dans ce communiqué, le GARC avait lancé un appel pressant pour l'unité d'action de l'opposition démocratique afin de faire face aux tenants de l'option politico-militaire représentés d'une part, par le régime du Général putschiste François BOZIZE au pouvoir depuis son coup d'Etat du 15 mars 2003, et d'autre part, par ceux qui aujourd'hui se sont rebellés, prenant les armes, pour le chasser à son tour du pouvoir.

Ainsi, au regard de la situation qui prévaut à l'heure actuelle en Centrafrique, le GARC estime qu'il faut dépasser le cadre de simples constats afin de prendre des initiatives salutaires et donc agir de manière à éviter au pays de s'enfermer dans la violence politique permanente. Enfin, le GARC propose aux partis et associations, parties prenantes de la rencontre, de se déterminer sur cinq directives :

- la création d'un cadre de regroupement, de concertation et d'action de l'opposition démocratique. Ce cadre doit s'élargir, au-delà des partis politiques, à la société civile au sens le plus large ;

- l'élaboration d'une plate-forme politique de l'opposition en vue de l'alternance ;
- l'exigence d'un dialogue politique inclusif ;
- la proposition à la Nation centrafricaine d'une Amnistie Générale des crimes graves qui ont été commis dans le pays depuis l'année 1960 jusqu'à ce jour de manière à décriper durablement la vie politique centrafricaine et de repartir sur de nouvelles bases ;
- la prise de position la plus ferme contre l'interventionnisme militaire étranger dans les affaires Inter-Centrafricaines, notamment celui des forces armées françaises engagées actuellement au côté de celles du Général BOZIZE au Nord-ouest et Nord-est du territoire centrafricain.

Suite à ces différentes déclarations liminaires, les participants à la Rencontre ont échangé de manière directe, conviviale et fructueuse.

## **II - TRAVAUX EN ATELIERS THEMATIQUES**

Après avoir rappelé les 4 thématiques préalablement proposées à la réflexion de ces assises, le président de séance, a suggéré par soucis d'efficacité que les thématiques 1 et 2 qui se recoupent soient fusionnées. Les participants ayant donné leur accord pour cette modification, les travaux en ateliers ont finalement porté sur 3 thématiques.

Sur chacune des thématiques retenues, les différentes organisations représentées ainsi que les personnalités conviées se sont prononcées.

### **1 - Thématique n°1 : Les leçons du passé et le cadre stratégique de concertation et d'action de l'opposition démocratique**

#### **► Le RDC**

Le RDC a porté son analyse sur les différents regroupements de luttes politiques unitaires qui ont jalonné la vie politique centrafricaine, pour s'appesantir sur la dernière en date, à savoir : l'Union des Forces Vives de la Nation (UFVN). Pour le RDC, les expériences passées de regroupement de l'opposition se construisaient sur des bases informelles, sans projet politique commun. Pour exemple, en 2005 alors que le RDC fait partie de l'UFVN, ses 18 candidats arrivés au second tour des législatives ont tous été battus, faute de projet unitaire avec les autres partenaires.

Tirant les leçons de ces expériences, le RDC a suggéré de prendre le temps de la réflexion en tenant compte des échecs du passé, des clivages et des divergences politiques entre les différentes organisations de l'opposition avant de mettre en place un nouveau regroupement pour la lutte politique unitaire en Centrafrique. Car, pour arriver à un regroupement qui soit viable et efficace, il faut un esprit de confiance mutuelle, éviter surtout l'instrumentalisation des partis ou associations par des leaders politiques. Lesquels ont, au sein des organes de lutte politique unitaire, des positionnements plutôt opportunistes, personnels et égoïstes que collectifs et nationaux. En effet, il est souvent arrivé qu'à l'intérieur des regroupements politiques, certains viennent avec sincérité et honnêteté, pendant que d'autres viennent avec des calculs politiques, personnels ou égoïstement matérialistes. Et le résultat n'est plus à démontrer.

Le RDC a aussi rappelé qu'il convient maintenant que l'Opposition passe de la passivité à l'action. Elle doit dès maintenant agir sur le terrain, en durcissant le ton face aux dérives du pouvoir. L'opposition doit sortir de sa léthargie afin de mener des actions d'envergure, comme par exemple : la désobéissance civile. Elle doit favoriser une véritable pression populaire sur le régime. Pour le RDC, les partis politiques ne peuvent se contenter d'envoyer des lettres, des communiqués de presse sans agir concrètement sur le terrain en vue du changement. En un mot, l'opposition est aujourd'hui condamnée à proposer une alternative crédible pour être écoutée par les Centrafricains et la Communauté internationale.

Enfin, le RDC a proposé qu'à la suite des travaux de cette première rencontre de concertation de l'opposition démocratique l'on s'oriente vers la mise en place d'un Observatoire de la concertation de l'opposition. Lequel sera composé de délégués des différentes parties prenantes. Cet organe qui ne doit pas avoir de pouvoir de décision servirait d'interface entre le pays et l'extérieur.

#### ► **Le MLPC**

Le MLPC a exprimé son accord sur l'analyse faite par le RDC concernant les raisons des échecs successifs des différents regroupements de l'opposition centrafricaine. Afin de tirer les leçons du passé et de sortir du cycle de ces échecs à répétition, le MLPC a proposé :

- la création d'une structure de concertation de l'opposition qui aura pour mission de coordonner toutes les propositions et actions qui sortiront de ces assises. Cette structure devra être dotée d'un statut juridique et son siège situé en dehors du territoire national centrafricain. Ceci afin de lui donner une plus grande marge de manœuvre.
- l'instauration d'un Pacte de fidélité entre les organisations parties prenantes.

#### ► **Le GARC**

Tout en rappelant sa satisfaction de voir les autres participants abonder dans le sens des directives suggérées en début des travaux, le GARC se dit favorable pour :

- la mise en place d'un organe de concertation et d'action des partis politiques de l'opposition élargi à la société civile et doté d'un statut juridique ;
- la direction de cet organe fédérateur de toute l'opposition démocratique doit être confiée à une personnalité de la société civile et non à un responsable de parti politique ;

#### ► **Le CCF**

Le CCF a fait remarquer que la constance qui apparaît dans l'analyse des expériences de luttes unitaires de l'opposition est que les regroupements successifs (CFD, CODEPO, CPPO, G11, UFDN, etc.) n'étaient que des alliances de façade, opportunistes et ambiguës. Aucun programme de gouvernement commun n'a jamais été formalisé entre les différentes structures membres de ces organes de regroupement politique. De même, le CCF a fait observer qu'il n'a jamais été question de débats de fond afin d'éluder et de maîtriser les véritables causes de l'échec permanent des différents régimes qui se sont succédés au pouvoir en Centrafrique.

Fort de ce qui précède, le CCF a souhaité que l'objectif de ces premières assises de concertation de l'opposition ne soit pas la création d'un autre organe hétéroclite de lutte politicienne pour tout juste faire tomber un président, en l'occurrence BOZIZE, et prendre sa place ; mais un espace fédérateur de forces de l'opposition démocratique avec un projet politique pour assurer véritablement l'alternance.

Le CCF a estimé qu'il est aujourd'hui important de rendre visible et intelligible une opposition frontale au régime du Général BOZIZE. Une opposition qui lutte sans compromission, qui ne recherche que les voies et moyens de mettre un terme à la souffrance du peuple et par voie de conséquence, au régime despotique au pouvoir.

Ainsi le CCF a proposé :

- la création d'un organe de regroupement, de réflexion et d'action de toute l'opposition démocratique. Cet organe doit rassembler aussi bien les partis politiques, les organisations associatives et syndicales que les personnalités de la société civile. Il doit avoir deux missions prioritaires : œuvrer résolument pour l'alternance face à l'échec du pouvoir tout en dotant l'opposition rassemblée d'une plate-forme politique comportant un véritable programme de gouvernement applicable à court et moyen terme.

Concluant sur la première thématique, l'ancien Premier-Ministre **Martin ZIGUELE** a fait observer que le fond du problème de l'échec toujours renouvelé de la lutte unitaire de l'opposition en Centrafrique est double.

Le premier est lié à l'égoïsme exacerbé dont ont souvent fait preuve les leaders politiques nationaux. Car il a toujours été donné de constater qu'aux moments cruciaux de la lutte des différents regroupements politiques apparaissent des divergences sur des questions d'intérêts foncièrement personnels entre les leaders.

Le second problème est que les Centrafricains donnent généralement l'impression d'être réfractaires et rebelles aux engagements pris, à la fidélité.

C'est pourquoi, selon Martin ZIGUELE, il faut bien réfléchir à la nature de l'organe fédérateur de l'opposition démocratique à mettre en place ainsi qu'aux termes d'un vrai Pacte de fidélité devant engager ses différents membres..

Pour Martin ZIGUELE, si le RDC et le MLPC se retrouvent ensemble pour gouverner, le Centrafrique aura gagné sa bataille pour une paix durable et la perspective d'un développement national.

Le MLPC, selon son Président National, est pour l'unité des partis de l'opposition démocratique ainsi que de tous ceux qui estiment et sont convaincus que le pays peut fonctionner différemment.

Concernant la question du futur dirigeant de l'organe fédérateur de l'opposition qui sera créée, Martin ZIGUELE a souhaité que ce dernier soit choisi sur la base des critères de dynamisme, de conviction et d'engagement.

Enfin, il a exprimé le souhait de voir changer les choses de la manière la plus démocratique possible en évitant les rébellions armées, les coups d'Etats qui n'ont jamais réglé aucun problème politique de fond en Centrafrique, comme partout ailleurs. Pour cela, Martin ZIGUELE a fait savoir qu'il faut sans tarder redonner la parole au Peuple Souverain.

## **2 - Thématique n°2 : Un dialogue politique est-il possible et/ou souhaitable entre l'opposition démocratique et les groupes de rébellion armée qui se battent contre le régime en place ?**

### **► Le MLPC**

Pour le MLPC, eu égard d'une part aux accusations du régime de BOZIZE qui le soupçonne de financer la rébellion, et par principe d'autre part, du fait de son opposition à toute conquête du pouvoir par les armes, il n'est pas question d'engager un quelconque dialogue directement avec la rébellion armée dont on ne connaît ni les motivations, ni les origines. Le MLPC a affirmé cependant, rester ouvert à tout dialogue qui s'inscrirait dans le cadre d'une large concertation entre le Pouvoir, l'opposition démocratique, l'opposition armée et la société civile avec au finish une amnistie générale assortie de réparations pour les victimes des différents évènements militaro-politiques.

### **► Le GARC**

Opposé par principe à la prise de pouvoir par la violence, le GARC n'est pas favorable à un dialogue exclusivement avec la rébellion armée. Le GARC a rappelé son ferme souhait d'un dialogue politique inclusif avec la possibilité d'une amnistie générale, la reconnaissance nationale et des réparations pour toutes les victimes des crimes graves à caractère politique qui ont été commis dans le pays depuis 1960.

### **► Le CCF**

Rappelant sa constante position contre l'accession au pouvoir par les coups d'Etat, les mutineries, les rébellions armées, le CCF a exclu l'idée d'un dialogue de l'opposition démocratique avec la rébellion armée. Il s'est prononcé pour le dialogue inclusif et une amnistie générale avec l'obligation pour l'Etat centrafricain de mettre en place un dispositif national pour l'indemnisation/réparation de toutes les victimes des crimes politico-militaires ainsi que pour le devoir et le travail de mémoire sur ces crimes.

### **► Le RDC**

Le RDC s'estimant être dans la même position que le MLPC, n'a pas souhaité un dialogue direct avec la rébellion armée et se dit aussi favorable pour un dialogue inclusif. Cependant, à l'opposé de l'ensemble des participants à la Rencontre, le RDC a marqué ses vives réserves sur la proposition d'une amnistie générale en Centrafrique.

**Important** : concernant les réserves formulées exclusivement par le **RDC** sur la question de l'amnistie, le président de séance a jugé nécessaire que les différentes organisations présentes puissent aller un peu plus loin dans leurs argumentations. Ceci afin de mieux clarifier leur position respective.

Le **GARC** a précisé que dans son entendement, l'amnistie générale suggérée n'est pas synonyme d'impunité. Il s'agit de répondre de manière adaptée et exceptionnelle à une nécessité politique : mettre un terme aux crises militaro-politiques récurrentes où se trouve le Centrafrique depuis plusieurs décennies. En effet, l'amnistie générale doit s'entendre comme une mesure politique et nationale destinée à donner au pays la possibilité de sortir du cycle interminable des violences et crimes à caractère militaire et politique. Le but recherché par la promulgation d'une amnistie générale, c'est de créer une vraie dynamique de réconciliation de toutes les filles et de tous les fils de Centrafrique ainsi que d'apaiser la vie politique nationale.

Enfin, le GARC a estimé que refuser aujourd'hui le principe d'une amnistie générale en Centrafrique, c'est vouloir encore exclure une partie de la population du dialogue politique tant souhaité par tous. Ce qui ne peut qu'augurer de conséquences négatives pour la réconciliation nationale, la paix sociale et la sécurité.

Pour le **MLPC**, il est important de ne pas perdre de vue que cette Rencontre s'inscrit dans une logique de recherche de voies de sortie de ces crises récurrentes vers une situation apaisée. C'est pourquoi, le dialogue politique inclusif qui reste la meilleure solution n'est envisageable sans une amnistie générale.

Le **CCF** a tenu à préciser que l'amnistie telle que proposée ne pourrait se concevoir et être acceptée que si elle est assortie automatiquement de deux mesures :

- une action de réparations par l'Etat centrafricain, pour toutes les victimes ;
- la mise en place d'un dispositif national pour « le devoir et le travail de mémoire » sur les crimes graves qui ont été commis dans le pays.

Pour le **RDC**, l'amnistie est une question trop importante qui ne saurait être traitée au cours de ces deux jours de rencontre. En effet, trop de crimes économiques et de sang ont été commis dans le pays. Ce qui fait qu'il sera difficile de faire accepter le bien fondé d'une amnistie générale à l'immense majorité de la population alors que les stigmates et blessures des événements militaro-politiques qui ont secoué le pays sont encore vivaces chez beaucoup de centrafricains. Cependant, le RDC a affirmé rester ouvert à une discussion plus approfondie sur le principe de l'amnistie générale mais, compte tenu du caractère très sensible de ce sujet, le débat ne pourrait se faire sérieusement que dans un cadre politique plus vaste.

Fort de ces échanges et afin de laisser un temps de réflexion à chaque organisation partie prenante de la Rencontre, il a été unanimement convenu de renvoyer l'examen de la question de l'amnistie générale au moment de l'élaboration de la plate-forme politique de l'opposition en vue de l'alternance.

### **3 - Thématique n°3 : Quel travail de lobbying est-il possible de mener auprès de la Communauté Internationale et des partenaires au développement du Centrafrique ?**

#### **► Le CCF**

Pour le CCF, il est d'une évidence patente que l'opposition démocratique centrafricaine manque de visibilité au niveau international ou du moins dans les « lieux où les affaires du monde sont traitées » Les dirigeants politiques centrafricains de manière générale, particulièrement les leaders des partis d'opposition se contentent souvent des réseaux traditionnels pour espérer se faire entendre ou mieux se faire adouber dans leur quête du pouvoir. Ce qui fait que pour ces derniers, aborder la question du lobbying à l'extérieur du pays revient à « faire jouer » les différents réseaux Franco-Africains de Paris. Ce faisant, ces leaders donnent la fâcheuse impression d'ignorer complètement les mutations géopolitiques qui se sont opérées dans le monde depuis les années 1990.

Selon le CCF, si l'opposition démocratique veut être efficace dans le domaine du lobbying politique au niveau international, il lui faudra sortir des sentiers battus. Car, faire du lobbying aujourd'hui, c'est tenir compte de la nouvelle donne des relations internationales marquées par la fin du conflit Est-Ouest et l'émergence d'un monde multipolaire.

Pour le CCF, le monde est aujourd'hui organisé autour d'Etats influents, d'ensembles régionaux et continentaux ainsi que d'organisations inter-continentales. Par conséquent, en réalisant un travail de lobbying clairvoyant et lisible, l'opposition démocratique centrafricaine peut se faire écouter et se faire aider par les dirigeants de certains Etats qui comptent réellement sur les plans économique, financier, militaire, etc. ainsi que par des groupes de pression internes aux organisations internationales telles que : les Nations Unies, l'Union européenne, l'Union africaine, la CEMAC (à ne pas confondre avec quelques pays seulement), le COMESA, etc.

#### ► **Le RDC**

Partant du fait que le but de tout parti politique est la prise, l'exercice et la préservation du pouvoir, le RDC a fait valoir qu'il est de l'intérêt des partis de prendre en compte un certain nombre de paramètres lorsqu'ils veulent faire du lobbying. Par conséquent, il est important de ne pas négliger la diplomatie.

Pour le RDC, la problématique du lobbying est liée à celle de la communication d'une manière générale. Et, c'est pour ne pas l'avoir compris que l'opposition centrafricaine a perdu les dernières élections, justement à cause de l'effet conjugué de carence de lobbying et d'absence de communication particulièrement au niveau international.

Aussi, le RDC a proposé que soit effectué un inventaire des institutions susceptibles de relayer et amplifier les actions que mènera le futur regroupement de l'opposition sur le terrain. Enfin, pour le RDC il ne faut pas négliger les « Réseaux français » qui ne sont pas tous d'accord avec ce qui se passe actuellement en Centrafrique. Il faut donc une forte mobilisation interne et externe pour combattre les dérives du pouvoir et les violations des droits humains dans notre pays.

#### ► **Clément BELIBANGA**

Rappelant les grands débats qui ont émaillé la vie des étudiants centrafricains des années 1960/1970 sur les choix idéologiques et en matière de relations politiques du Centrafrique avec les autres pays du monde, Clément BELIBANGA a fait savoir que plusieurs années après, les choses semblent ne pas avoir tellement changé. Pour ce dernier, la division du monde entre les grandes puissances économiques et industrielles occidentales a placé le Centrafrique sous la responsabilité de la France. Par conséquent, le travail de lobbying de l'opposition centrafricaine ne doit pas négliger cette réalité. Car, tant que les dirigeants politiques français ne donnent pas leur accord pour que les choses évoluent dans un sens donné, il ne faut pas trop se faire d'illusion en matière de changement politique en Centrafrique. Enfin, Clément BELIBANGA a proposé que les ONG et les personnalités de la société civile qui jouent habituellement un grand rôle en matière de lobbying et de pression politique soient mobilisées et mises à contribution.

#### ► **le GARC,**

Le GARC a proposé que le travail de lobbying de l'opposition s'appuie sur les réseaux de relation de chaque organisation politique et associative. Il s'agit de mutualiser les contacts politiques et communicationnels de tous les membres de l'opposition. Aussi, il faudrait identifier les partenaires internationaux potentiels à contacter, élaborer un plan d'action et se donner tous les moyens indispensables pour agir concrètement.

### ► **Martin ZIGUELE**

Martin ZIGUELE se dit attentif à l'évolution du monde et surtout de l'intérêt pour les Centrafricains de mieux maîtriser les nouvelles données de la géopolitique internationale. Il a exprimé le vœu de voir l'opposition démocratique trouver les voies et moyens pour se faire entendre et aussi se faire soutenir par la Communauté Internationale. Pour Martin ZIGUELE, l'opposition démocratique aura plus à gagner en travaillant dans le sens d'un lobbying international basé sur le principe du « Centrafrique face au monde » plutôt que du « Centrafrique, la France et le reste du monde »

En résumé des différents points de vue qui ont été émis, on peut retenir que le travail de lobbying devra s'effectuer à deux niveaux :

- sur le plan politique : il faut identifier globalement, les forces, les lieux, les groupes, les organismes, les associations et personnalités relativement proches des idées de l'opposition démocratique centrafricaine et les sensibiliser sur la réalité de la situation sociale et politique qui prévaut dans le pays ;
- sur le plan de la communication : identifier à l'intérieur des grandes stations radios et organes de presses des personnes susceptibles de faire large écho des actions que mènent les organisations parties prenantes du combat de l'opposition démocratique en Centrafrique.

### **III - LA VISITE INOPINEE DES RESPONSABLES DU GROUPE POLITIQUE KWA NA KWA DU GENERAL BOZIZE ET DES MINISTRES DU GOUVERNEMENT**

Les participants à la Rencontre ont eu la désagréable surprise de voir débarquer le 2 décembre 2006 à l'hôtel Campanile où ils se réunissaient, des responsables locaux du groupe politique Kwa Na Kwa du Général BOZIZE en compagnie de plusieurs membres du gouvernement, dont **Cyriaque GONDA**, Ministre, Porte-parole de la Présidence de la République, **Aurélien Simplicie ZINGAS**, Ministre, Porte-parole du Gouvernement, **Fidèle GOUANDJIKA**, Ministre de la télécommunication et des nouvelles technologies. Ces derniers qui ont décidé de participer aux travaux de la Rencontre, alors qu'ils n'y étaient pas conviés, se sont vus naturellement opposer un refus courtois, mais ferme. Se voyant refusé catégoriquement l'accès à la salle de conférence où se déroulaient les travaux, ces dirigeants du KNK France et leurs ministres ont passé leur temps à faire du tintamarre dans le hall de l'hôtel pour finalement disparaître après s'être adonnés à des honteux appels téléphoniques à un certain nombre de médias français, dont Radio France Internationale (RFI), pour rapporter qu'ils ont été éconduits.

Devant une telle attitude d'irresponsabilité venant de la part de hauts responsables politiques et gouvernementaux du régime au pouvoir en Centrafrique, les représentants des partis politiques et associations ainsi que les personnalités de l'opposition présents à la séance du 2 décembre 2006 ont fait preuve de retenue et de grande dignité. Ils ont refusé de répondre aux provocations de ces thuriféraires du régime BOZIZE et ont poursuivi avec détermination et abnégation leurs travaux.

## **IV - ADOPTION DES RESOLUTIONS FINALES DE LA RENCONTRE ET MISE EN PLACE D'UN COMITE PROVISoire DE SUIVI**

### **1 - Adoption des Résolutions finales**

A l'issue des travaux en ateliers thématiques, l'assemblée a constitué une équipe de rédaction du projet de résolutions composé d'un représentant de chaque organisation représentée.

Après présentation et amendement du projet de résolutions en plénière, les représentants des partis et associations ont adopté à l'unanimité les Résolutions finales ci-après :

*« Les partis politiques et associations de l'opposition démocratique centrafricaine, parties prenantes à la Rencontre de concertation des 2 et 3 décembre 2006 à Paris ;*

*Après avoir unanimement constaté l'extrême dégradation de la situation socio-politique en République Centrafricaine ;*

*Considérant l'échec du régime du Général François BOZIZE et son refus permanent de tout dialogue politique conduisant le pays dans l'impasse ;*

*Considérant la fragilisation et le musellement de l'opposition démocratique de l'intérieure ;*

*Considérant la nécessité d'un regroupement plus large de l'opposition démocratique ;*

**DECIDENT :**

- *de rejeter toute prise de pouvoir par les armes et toute violence en politique ;*
- *de la création d'un cadre de concertation de l'opposition démocratique devant servir d'interface entre l'opposition de l'intérieure et l'opposition de l'extérieure ;*
- *de la mise en place d'une plate forme politique en vue d'une alternance démocratique.*

*Les parties prenantes à la Rencontre de concertation de l'opposition démocratique de la diaspora centrafricaine saluent les conclusions de la dernière mission d'évaluation des Nations Unies sur la situation en Centrafrique,*

*Elles dénoncent les immixtions étrangères dans les affaires inter centrafricaines, notamment les bombardements des populations civiles,*

*Enfin, les parties prenantes à la Rencontre de concertation de l'opposition démocratique de la diaspora centrafricaine demandent avec insistance aux autorités centrafricaines et exhortent la communauté internationale à tout mettre en œuvre pour arrêter la guerre dans le pays ainsi que de créer les conditions indispensables au retour de toutes les populations déplacées et réfugiées dans leurs foyers »*

## 2 - Mise en place du Comité provisoire de suivi

Dans le but de concrétiser les propositions issues de la Rencontre, un Comité provisoire de suivi est constitué et se compose de 3 membres :

- **Félix YANDIA** (CCF) : Coordonnateur
- **Gabriel GOLOUMO** (RDC) : Membre
- **Firmin N'GBENG-MOKOUE** (MLPC) : Membre

Ce Comité provisoire de suivi a pour missions de :

- mettre en lien, informer et coordonner l'action unitaire entamée par les partis politiques et les associations parties prenantes de la Rencontre de concertation des 2 et 3 décembre 2006 ;
- proposer et faire adopter un projet de regroupement de l'opposition centrafricaine en vue de la lutte unitaire pour l'alternance et la gestion partagée du pouvoir ;

La durée du Comité est fixée à trois mois à compter de la date de sa mise en place, soit du 03 décembre 2006 au 02 mars 2007.

Après un dernier tour de table qui a permis aux représentants des différentes structures ainsi qu'aux personnalités présentes d'exprimer leur grande satisfaction sur les deux journées de la Rencontre, le président du CCF a remercié tous les participants pour leur disponibilité et la sérénité observée pendant les débats. Il a clos les travaux de ces premières assises de concertation de l'opposition centrafricaine en formulant le vœu de voir se réaliser toutes les décisions arrêtées en commun.

Etabli à Paris, le 05 décembre 2006,  
Sylvain DEMANGHO, Président de séance  
Félix YANDIA, Rapporteur